

Délibération n° 2020-07-28/16

Objet : Décision modificative n°1 - Budget de la Commune 2020

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MARDI 28 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt, le mardi vingt-huit juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 22 juillet 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE
Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVASSE
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA
Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent
TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absent représenté : Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances, à la commande publique et au contrôle de gestion, rapporte :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2311-1 et suivants ;

Suite à l'approbation du budget primitif 2020 de la commune, il est proposé au Conseil municipal :

- D'inscrire des crédits en raison de la tenue des festivités estivales dans le respect des préconisations relatives à l'état sanitaire et de dépenses supplémentaires liées au COVID :
 - au 011 – charges à caractère général ;
 - au 65 – autres charges de gestion courante :
 - subventions à l'association pérolienne pour le maintien des traditions camarguaises, à l'association Club taurin Lou Razet, à l'association pour la jeunesse pérolienne qui ont fait l'objet de décisions du maire dans le cadre de la délégation spéciale qui lui a été attribuée en vertu de l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée (n°20-55, 20-56 et 20-57) ;

- régularisation de l'inscription budgétaire de la dépense ayant fait l'objet d'un vote au Conseil Municipal du 28/05/2020 (délibération n° 2020-05-28/28 – soutien à l'économie pétrolienne) ;
- De réduire le virement à la section d'investissement à due proportion (023/021) ;
- D'inscrire en investissement les crédits nécessaires à la réalisation d'une nouvelle opération façade ;
- De transférer les crédits nécessaires au paiement du fonds de concours à la Métropole pour les travaux du chemin des Terres Noires, initialement prévus au BP 2019 au chapitre 13 (et basculé en RAR à ce même compte), au chapitre 204 – « subventions d'équipement versées ».
- De réduire les projets d'investissements à due proportion afin de prendre en compte cette nouvelle dépense ainsi que la diminution du virement à la section d'investissement.

FONCTIONNEMENT /INVESTISSEMENT	REEL/ORDRE	CHAPITRE	DEPENSES	RECETTES
F	O	023 - virement à la section d'investissement	-183 100,00	
	R	011 - charges à caractère général	85 100,00	
		65 - autres charges de gestion courante	98 000,00	
Total FONCTIONNEMENT			0,00	
I	O	021 – virement de la section de fonctionnement		-183 100,00
	R	13 – subventions d'investissement	-500 000,00	
		204 – subventions d'équipement versées	505 000,00	
		21 – immobilisations corporelles	-188 100,00	
Total INVESTISSEMENT			-183 100,00	-183 100,00
Total général			-183 100,00	-183 100,00

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 22 voix (7 contre : I. Gianiel – P. Cattin Vidal – V. Chireux – L. Chamard Bois - C. Prost L. Taton – C. Sarochar).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
 pour extrait conforme le 28 juillet 2020
 Le Maire
 Jean-Pierre RICO

